



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

RENOVATION FONCTIONNELLE ET ENERGETIQUE DE LA MEDIATHEQUE ET DE LA SALLE ANNIE BROWN

Référence du dossier : 2025-DSTA-02

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 12 mai 2025 avant 12h00

Ville d'ACIGNE
Hôtel de ville
35690 ACIGNE

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 – Variantes	4
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
2.5 - Développement durable	4
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 – Reconnaissance et visites des lieux.....	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	10
7.1 - Transmission électronique	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	10
8 - Examen des candidatures et des offres	10
8.1 - Sélection des candidatures	10
8.2 - Attribution des marchés	11
8.3 : Négociations :	12
8.4 - Suite à donner à la consultation	12
9 - Renseignements complémentaires.....	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
9.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation porte sur les travaux de rénovation fonctionnelle et énergétique de la médiathèque et de la salle Annie Brown.

Cet établissement appartient à la catégorie ERP de type S R de 3^{ème} catégorie.

Lieu d'exécution : 22 bis avenue Abbé Barbedet - 35690 Acigné

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 17 lots :

Lot(s)	Désignation
01	DEMOLITION-CURAGE
02	VRD-GROS OEUVRE
03	RAVALEMENT-ITE
04	CHARPENTE-BARDAGE-ITE-SERRURERIE
05	COUVERTURE-ETANCHEITE
06	MENUISERIES EXTERIEURES-FERMETURES
07	PORTES AUTOMATIQUES
08	MENUISERIES INTERIEURES
09	AGENCEMENT-MOBILIER
10	CLOISONS SECHES-ISOLATION
11	FAUX-PLAFONDS
12	REVETEMENTS DE SOLS-FAIENCE
13	PEINTURE-REVETEMENTS MURAUX- NETTOYAGE
14	PLOMBERIE SANITAIRE-CHAUFFAGE-VENTILATION (document séparé)
15	ELECTRICITE CFO/CFA (document séparé)
16	PHOTOVOLTAÏQUE (document séparé)
17	ASCENSEUR

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
45212000-6	Travaux de construction de bâtiments destinés aux loisirs, aux sports, à la culture	45212300		

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 – Variantes

Les variantes entreprises sont autorisées.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lots	Codes	Libellé PSE obligatoires
1/8/12	PSE 1	Remplacement sols pvc sous-sol
2	PSE 2	Engazonnement
3	PSE 3	Plus-value isolant PSE très bas carbone
3	PSE 4	Plus-value isolant biosourcé
4/5/10	PSE 5	Lanterneau de désenfumage supplémentaire
11	PSE 6	Plus-value faux plafonds dalles couleur 60x60
11	PSE 7	Plus-value faux plafonds dalles laine de bois 60x60
12	PSE 8	Sol textile floqué en dalles U3SP3
13	PSE 9	Plus-value teinte
13	PSE 10	Plus-value peinture écologique

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

Missions de l'équipe de maîtrise d'œuvre : DIAG/APS/APD/PRO-DCE/ACT/VISA/DET/AOR/OPC

Composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre:

- **Architecte**
Il est en charge d'une mission de base telle que définie par la loi sur la maîtrise d'œuvre publique
Vincent LE FAUCHEUR
6 boulevard de Cleunay – 35000 RENNES
Tél. : 02 30 02 41 98 Courriel : vlfarchitecte@sfr.fr
- **Maître d'œuvre-économiste-OPC**
Il est en charge d'une mission de base telle que définie par la loi sur la maîtrise d'œuvre publique
Agence DELOURMEL
1 rue St-Médard – 35250 St Aubin d'Aubigné
Tél. : 02 99 55 25 31 Courriel : contact@gilles-delourmel.fr
- **Bureau d'étude structure conception**
LE COZ
48 rue de Bray- espace le Monniais 35510 Cesson-Sévigné
Tél. : 02 99 50 01 63 Courriel : contact@be-lecoz.fr
Nota :
Etudes béton armé, charpente à la charge des entreprises retenues.
- **Bureau d'études fluides**
EURL BEE+ INGENIERIE
14 rue Roland MORENO 35550 Noyal sur Vilaine
Tél. : 02 30 96 42 03 Courriel : contact@beeplus.fr
- **Acousticien**
ACOUSTIBEL
22 rue de Turgé
Tél. : 02 99 64 30 28 Courriel : rennes@acoustibel.fr

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
1 place ZAHA HADID 92 400 Courbevoie
Tél. 02 99 86 72 00

Le contrôleur technique est représenté par :

Ishagh CHEIKH SIDIYA : ishagh.cheikh-sidiya@bureauveritas.com

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

- L, LEI, SEI, PS, HAND, vérifications initiales des installations électriques, attestation HAND

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

ABG Coordination

14 rue des Courtils 35500 Balazé

Le coordonnateur est représenté par : Mr Philippe ABGUILLERM : contact.abg@sps35.fr

Tel : 06 80 61 83 95

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP (article 4-1) et ne peut en aucun cas être modifié.

Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au CCAP est fourni en annexe de ce document.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

A. Les pièces générales :

1. Le règlement de consultation (RC)
2. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
3. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
4. Formulaire DC1
5. Formulaire DC2,
6. Déclaration de sous-traitance (DC4)
7. Attestation sur l'honneur
8. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-DAAT et DAE.pdf (Guinard Diagnostic)
9. ACIGNE MEDIATHEQUE-PGC.pdf (ABG Coordination)
10. ACIGNE MEDIATHEQUE-RICT.pdf (bureau VERITAS)
11. ACIGNE MEDIATHEQUE-Bon de visite.pdf
12. ACIGNE MEDIATHEQUE-Fiche de remarques.pdf

B. PIECES ARCHITECTE (Vincent LE FAUCHEUR) et ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION (Gilles DELOURMEL)

1. ACIGNE-MEDIATHEQUE-DCE-CCTP.pdf (documents séparés pour les lots 14/15/16)
2. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-Carnet de plans A1.pdf
3. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-Carnet de plans.DWG
4. ACIGNE POLE ENFANCE-Plan masse.DWG

C. PIECES BET STRCUTURE (LECOZ) :

1. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-Diagnostic structure.pdf
2. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-Notice technique.pdf

3. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-Plans renforts structurels ind.B.pdf

D. PIECES BET FLUIDES ET THERMIQUE (BEE+)

CFO-CFA

1. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-ELEC-CCTP.pdf
2. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-ELEC-DPGF.xlms
3. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-ELEC-R+1 A1.pdf
4. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-ELEC-RDC A1.pdf
5. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-ELEC-Pôle enfance A1.pdf
6. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-ELEC-Sous-sol A1.pdf

CVC

1. ACIGNEMEDIATHEQUE-DCE-CVC-CCTP.pdf
2. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-CVC-DPGF.xlsm
3. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-CVC-R+1 A1.pdf
4. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-CVC-RDC A1.pdf
5. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-CVC-Sous-Sol-1_50 A1.pdf
6. ACIGNE MEDIATHEQUE-DCE-CVC-TOITURE-1_50 A1.pdf
7. ACIGNE MEDIATHEQUE-CVC-DCE-Schéma principe Sous-Station- A3.pdf
8. ACIGNE MEDIATHEQUE-CVC-DCE-Audit énergétique.pdf
9. ACIGNE MEDIATHEQUE-CVC-DCE-Etude thermique.pdf

PHOTOVOLTAIQUE

1. CCTP DCE
2. DPGF DCE (format Excel)

E. Les pièces BET Acoustique (ACOUSTIBEL):

1. ACIGNE MEDIATHEQUE-Etude Acoustique phase DIAG
2. ACIGNE MEDIATHEQUE Etude Acoustique phase PRO

F. Pièces OPC (Gilles DELOURMEL) :

1. ACIGNE-MEDIATHEQUE-DCE-Planning prévisionnel des travaux.pdf

Ce Dossier de Consultation des Entreprises est disponible gratuitement pour chaque candidat par téléchargement électronique sur la plateforme dédiée : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté et signé	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels		Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalent, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques		Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont joints au présent dossier de consultation et également disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui
Un mémoire technique clair et concis, pour chaque lot, permettant avec les moyens références et compétences de l'entreprise de juger de la valeur technique de l'offre. Le candidat devra notamment dans ce mémoire technique et dans l'ordre suivant : 1. : Préciser les moyens humains et matériels qui seront affectés à l'opération 2. : Justifier le planning des travaux, préciser ses choix méthodologiques pour l'organisation des travaux à réaliser, 3. : joindre les fiches techniques des matériaux et matériels qui seront utilisés. 4. : Indiquer les dispositions environnementales et celles liées à la sécurité des travailleurs qui seront mises en œuvre sur ce chantier, Le mémoire technique détaillé remis par le candidat est contractuel il est par conséquent annexé au marché.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les tâches que l'acheteur souhaite faire effectuer exclusivement par le titulaire du contrat sont indiquées au cahier des charges.

6.2 – Reconnaissance et visites des lieux

Pour établir son offre de prix, l'entrepreneur devra se rendre sur les lieux, afin d'évaluer les travaux en toute connaissance de cause, en fonction des conditions d'accès, des contraintes de l'environnement, des avoisinants, de l'état réel du terrain, et des difficultés d'exécution (voir également articles 0.3.2.1, reconnaissance et visite des lieux » du CCTP). La visite des lieux est obligatoire pour la validité des offres. L'entreprise doit fournir une attestation de visite remplie et dûment signée par le Maître d'ouvrage dans son offre.

L'entrepreneur devra formuler toutes réserves qu'il jugera utile, aussi bien sur le quantitatif ou les prestations techniques prévus au dossier avant de remettre son offre. Il ne pourra se prévaloir d'omission, de méconnaissance des lieux ou des difficultés d'exécution quelconques pour présenter des suppléments en cours de travaux.

Pour la visite des lieux, trois dates ont été définies :

- **Le Jeudi 17 avril 2025 visite possible entre 14h00 et 17h00**
- **Le Jeudi 24 avril 2025 visite possible entre 14h00 et 17h00**
- **Le Mercredi 30 avril 2025 visite possible entre 9h00 et 13h00**

Le candidat devra préalablement annoncer sa venue par e-mail (mairie@ville-acigne.fr), au minimum la veille.

Les candidats sont réputés connaître les lieux et avoir appréhendés toutes les sujétions utiles pour l'exécution de leur marché de travaux dans leur offre.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie D'ACIGNE
22 place de la mairie
35690 ACIGNE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation au stade du dépôt des offres.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Points
1 Valeur technique:	
1.1: Préciser les moyens humains et matériels qui seront affectés à l'opération	15
1.2: Justifier le planning des travaux, préciser ses choix méthodologiques pour l'organisation des travaux à réaliser,	15
1.3: joindre les fiches techniques des matériaux et matériels qui seront utilisés.	10
1.4: Indiquer les dispositions environnementales et celles liées à la sécurité des travailleurs qui seront mises en œuvre sur ce chantier,	10
2 – Prix des prestations	50

✓ Notation du critère « valeur technique »

La valeur technique sera appréciée sur les moyens, références, compétences et sur le mémoire technique fournis par le candidat en application de l'article 6.1 (rubrique « pièces de l'offre ») du présent règlement. Une note de 0 à 10 sera ainsi déterminée par l'application du barème suivant :

Chaque critère sera noté sur 10 selon le barème suivant	Noté sur 10
Réponse technique nettement supérieure ou exceptionnelle	10
Réponse complète correspondant aux objectifs de l'opération	8
Réponse incomplète, manque des éléments de moindre importance	6
Réponse incomplète, manque des éléments importants	4
Réponse peu satisfaisante, manque beaucoup d'éléments importants	2
Hors sujet ou absence de réponse au besoin	0

Les notes des critères 1.1 et 1.2 seront notés sur 10 et pondérées pour être ramenées sur 15.

La note attribuée sera un nombre entier, les nombres impairs permettant au pouvoir adjudicateur de nuancer son jugement.

✓ **Notation du critère « prix »**

Note du candidat = Note maxi x (prix mini/prix)

✓ **Notation finale**

L'addition des deux valeurs obtenues donne la note de l'entreprise sur un maximum de 100. Les entreprises sont classées dans l'ordre décroissant de leur note. L'entreprise ayant obtenu la note la plus élevée est jugée la mieux disante.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le maître d'ouvrage se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 : Négociations :

Sans objet.

8.4 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>